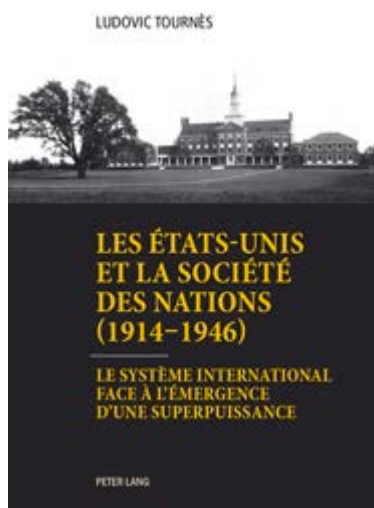


Ludovic Tournès, *Les États-Unis et la Société des nations (1914-1946). Le Système international face à l'émergence d'une superpuissance*, Berne, Peter Lang, 2016, 418 p.

François Chaubet



Dans ce beau livre gigogne, Ludovic Tournès, spécialiste reconnu des fondations philanthropiques américaines, nous donne à lire trois histoires en une : une histoire de la Société des Nations (SDN) et de ses organismes spécialisés (dont le Bureau international du travail [BIT] ou la Coopération intellectuelle), une histoire de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe et, enfin, une histoire transnationale des fondations philanthropiques. En cimentant les deux premiers domaines, l'examen de l'action multiforme (d'orientation, d'incitation, de pilotage) des fondations lui permet de reconsidérer avec une grande clarté et une belle maîtrise intellectuelle le *topos* traditionnel du « retrait » américain des affaires européennes durant l'entre-deux-guerres. Ce livre, donc, nous amène à saisir de près les fascinants mécanismes d'influence déployés par les fondations américaines,

financiers bien sûr, mais aussi administratifs (un réseau dense d'informateurs, de rapports de toutes sortes) et intellectuels (ce qui coïncide avec la montée décisive de l'expertise universitaire américaine).

Sur le premier volet, l'histoire des organismes spécialisés de la SDN, le livre démontre avec sûreté le « ciseau » que connaît la SDN : autant l'organisme général genevois connaît un déclin irréversible à partir de 1931 (invasion japonaise de la Mandchourie), autant les organismes spécialisés bénéficient, le plus souvent, d'une situation plutôt favorable. Or, ce sont les fondations américaines qui sont amenées à intervenir de plus en plus dans la vie de ces organismes techniques dont le financement par les États devient de plus en plus précaire. Les finances de la fondation Rockefeller viennent secourir de manière décisive les budgets exsangues de l'Institut international de la coopération intellectuelle (IICI), de la Conférence permanente des relations internationales, ou encore de l'Organisation économique et financière (OEF).

Sur le deuxième volet du livre traitant de l'attitude des États-Unis vis-à-vis de l'Europe (et donc de la SDN), l'ouvrage montre l'intérêt constant de certaines composantes américaines pour les questions européennes. De la non-ratification du

traité de Versailles par le Sénat – bien que les données aient été en fait assez ouvertes, une partie des Républicains étant prêts, sous certaines conditions, à voter pour – au pacte Briand-Kellog (ardemment souhaité par la Fondation Carnegie), les années 1920 montrent déjà un vrai intérêt pour la SDN. Mais ce sont les années 1930 qui provoquent surtout un regain d'attention et de considération de la part des gouvernements américains. La politique des grands travaux de Roosevelt suscite l'intérêt (et même l'adhésion à l'organisation en 1934) pour les travaux du BIT ; la crise de l'économie mondiale et les penchants protectionnistes européens incitent les Américains à s'investir dans la réflexion économique en faveur du libre-échange telle qu'elle se déploie alors au sein de l'OEF. Cet investissement humain et matériel au sein de certains organismes spécialisés de la fin des années 1930 débouche sur une réflexion institutionnelle et intellectuelle approfondie ; elle sonne comme la véritable préfiguration de la vision constructive adoptée par l'Amérique en 1945-1947 (Organisation des Nations unies, Fonds monétaire international et Banque mondiale, GATT). Faut-il croire alors que l'échec du projet wilsonien (établir un ordre mondial pacifique) était finalement incompatible avec la revendication, de plus en plus claire, à incarner le statut de superpuissance, comme le suggère l'auteur ? On pourrait aussi suggérer l'inverse : affirmer que les États-Unis n'étaient pas encore mûrs dans les années 1920, et qu'ils ont eu besoin de cet apprentissage institutionnel des années 1930 auprès de divers organismes et forums de la galaxie genevoise pour pouvoir concilier, à partir de 1945, leur statut de superpuissance et leur capacité à agir et à peser *via* des enceintes multilatérales. Après tout, les organisations internationales sont aussi (et surtout ?) des enjeux de pouvoir entre les États.

Dans le troisième volet du livre consacré au décortilage de l'action des fondations, l'auteur prolonge une démonstration pertinente menée dans un précédent ouvrage sur l'action de la Fondation Rockefeller dans la France de l'entre-deux-guerres. Argent abondant, hommes compétents (et joue ici parfois l'apport d'Anglo-Saxons, Anglais et Australiens), vision du monde précise (paix, liberté du commerce, pouvoir des compétences), les fondations philanthropiques couvrent toute l'Europe avec un dessein précis. À nouveau, on rencontre la Fondation Rockefeller qui tisse inlassablement sa toile en repérant les universitaires prometteurs (les bourses octroyées aux *fellowships*) et les établissements locaux les plus dynamiques (par exemple la London School of Economics de Londres étudiée par Marie Scot¹), en promouvant les savoirs jugés clés (les relations internationales, l'économie) et en organisant le tout de façon décentralisée *via* un remarquable pouvoir administratif et intellectuel qui rappelle, dans une certaine mesure et toutes choses égales par ailleurs, ce que fut, jadis, l'impressionnant pouvoir gestionnaire et commercial des grandes compagnies européennes de commerce lointain aux XVII^e et XVIII^e siècles, qui laminèrent inexorablement leurs concurrents asiatiques et musulmans.

Finalement, émerge clairement de ce livre l'image d'une puissance américaine au projet intellectuel global, à la fois parce que, précisément, les fondations sont le cadre efficace d'une action mondiale, et parce qu'elles sont aussi à même de proposer des contenus de type universaliste. Le chapitre consacré à l'action de la Coopération intellectuelle et de l'Institut international de coopération intellectuelle présente ainsi

¹ Marie Scot, *La London School of Economics & Political Science. Internationalisation universitaire et circulation des savoirs en sciences sociales, 1895-2000*, Paris, PUF, 2011.

fort bien une certaine impuissance française (un universalisme culturel vague pour l'auteur) et le pragmatisme de l'universalisme américain sur le terrain scientifique (promotion des *abstracts*, considérations bibliographiques). L'Amérique a déjà gagné la « guerre » de l'universalisme contre la France, du moins sur le terrain scientifique et de l'organisation du savoir (le XX^e siècle, on le sait, est le siècle de l'organisation). On pourrait ici, peut-être, nuancer les conclusions de l'auteur en évoquant les mérites de certains humanistes français qui n'ont pas démerité dans leur vision d'un universalisme « à la française » (de Paul Desjardins à Pontigny à Henri Focillon en Roumanie, de Georges Dumas au Brésil et dans l'Amérique latine à Georges Duhamel à la tête de l'Alliance française). Et tout n'est pas toujours aussi idyllique dans ce déploiement de puissance des fondations philanthropiques. Parfois, le péché de *l'hubris* et de la vision hyper-technicienne gagne, ainsi que le montre l'opposition assez nette de la Rockefeller aux scientifiques européens sur certains sujets d'hygiène.

On le voit, ce livre saisit parfaitement l'accélération du déploiement de la puissance américaine durant l'entre-deux-guerres. Les fondations s'avèrent l'un des acteurs clés de ce processus... aux côtés de Hollywood. On sera curieux de lire, dans trente ans, l'ouvrage du chercheur qui étudiera l'action internationale américaine au début du XXI^e siècle. Certes, nous avons aujourd'hui Apple, Amazon ou Google, mais dont on voit également les heurts possibles avec le gouvernement américain (Apple *versus* FBI). Les États-Unis disposent-ils encore de cette expertise sagace et généreuse, d'une vision du monde assez large et point uniquement marchande à la façon de la Fondation Rockefeller au début du XX^e siècle ? Poser la question, c'est déjà un peu donner un début de réponse.